

## **Introduction par Monsieur Alain Réguillon, président de la maison de l'Europe et des Européens de Lyon-Rhône-Alpes:**

*"Bonjour à tous et à toutes,*

*Ravi d'être parmi vous pour évoquer le couple franco-allemand et la construction de l'Europe.*

*M. Gaymard et moi-même allons introduire cette table ronde par quelques propos préliminaires et ensuite, et c'est ce qui est le plus enrichissant pour les uns et les autres, c'est qu'il y ait un dialogue entre M. Gaymard et moi-même de façon à ce que l'on puisse enrichir votre réflexion et peut être contribuer à vous donner des éléments complémentaires pour la résolution que vous devez adopter en fin de congrès".*

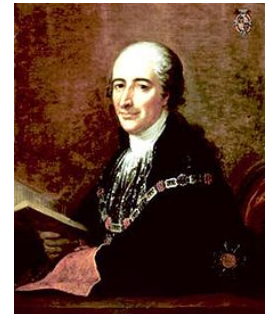
## **Intervention de Monsieur Hervé Gaymard, président du Conseil Départemental, député de la 2<sup>nd</sup>e circonscription de la Savoie, ancien secrétaire d'état à la Santé, aux Finances, puis ministre de l'Agriculture, enfin de l'Economie-Finances-Industrie.**

*Merci pour votre accueil et d'avoir choisi la Savoie pour votre congrès.*

*Petit rappel historique sur la Savoie, zone tampon dans la géographie européenne.*

*Jusqu'en 1860 elle était au cœur de l'Europe un état tampon par sa fonction de "portier des Alpes" et par une stratégie matrimoniale des ducs puis rois de Savoie très habile.*

*Par ailleurs, et c'est peu connu, la Savoie a une relation particulière avec la Bavière: Le fondateur de la Bavière moderne, qui a sa statue à Munich, Maximilian Josef Montgelas, était d'origine savoyarde par son père.*



- *Le premier point sur lequel je voudrais revenir, ce sont les années 1957/1963, c'est à dire entre la signature du traité de Rome et la signature du traité de l'Elysée, car ces années sont en fait beaucoup plus complexes qu'on ne le pense et éclairent aussi des problématiques d'aujourd'hui:*

*En 1955, après l'échec de la communauté européenne de défense, il y a la relance de Messine qui aboutit à la signature du traité de Rome de 1957. Ce traité est ratifié par les parlements des 6 pays fondateurs.*

*En France ce traité est signé par un jeune secrétaire d'état aux affaires étrangères de 35 ans, Maurice Faure. Aussi me suis-je posé la question: Pourquoi a-t-on envoyé un secrétaire d'état si jeune et sans expérience signer un traité aussi important ?*

*L'intéressé m'a répondu: « Parce que personne ne voulait le signer! » Ce qui en dit long...*

*Ceci est pour moi une première surprise : Le traité est signé, mais un peu avec "des pincettes"!*

- *Deuxième point: Le débat de ratification. La gauche "moderne" de l'époque vote contre la ratification du traité de Rome et son discours est un discours quasiment souverainiste!*

*Ainsi voit-on que quand le traité de Rome est signé il n'y a qu'une toute petite partie du chemin qui est faite alors qu'il doit entrer en vigueur le 1er janvier 1959. Aussi y a-t-il, à l'époque, un certain scepticisme pour savoir si le traité va réellement entrer en vigueur.*

*En France, 1958 est une année de bouleversements avec la question algérienne et le retour du Général De Gaulle au pouvoir. Celui-ci à la réputation d'être anti-européen parce qu'il s'est opposé à la communauté européenne de défense alors même qu'il avait eu des discours très "européistes" dans les années 1949/1950. Tout le monde pense alors que c'en est fini du traité de Rome.*

*Cependant c'est l'inverse qui se produit: Outre l'urgence de deux dossiers qui sont la rédaction de la nouvelle constitution et la crise algérienne, le Général De Gaulle s'attaque au dossier du redressement économique français qui est, pour lui, lié à la construction européenne.*

*Le patronat français est opposé au traité de Rome, considérant que l'économie ne peut supporter une baisse des droits de douane de 90% ; les organisations agricoles y sont également opposées, les banques également car le franc est inconvertible. Les syndicats sont de même opposés à ce traité: "pas question d'entrer dans l'union douanière!"*

*Le ministre des finances Antoine Pinay est lui-même relativement eurosceptique. Aussi le Général De Gaulle demande-t-il discrètement à Georges Pompidou d'animer un groupe d'experts avec un grand économiste ordolibéral qui s'appelle Jacques Rueff. Cette commission Rueff se réunit secrètement durant l'automne 1958 et réfléchit à l'ensemble des sujets. J. Rueff rencontre ensuite De Gaulle en novembre. Autre initiative: L'invitation du Chancelier Konrad Adenauer à passer un week-end à Colombey-les-Deux-Eglises en septembre 1958.*



Jacques Rueff

*On peut dire que c'est la conjugaison de ces deux initiatives et des accords qui en ont résulté, qui est à l'origine de la communauté économique européenne (CEE).*

*Sur le plan français, ces accords signifient :*

- accepter la convertibilité du franc et la création d'un nouveau franc
- rentrer résolument dans l'union douanière en acceptant la réduction de 90% des droits de douane.

*Sur le plan franco-allemand:*

- tout faire pour que l'union douanière démarre
- ne pas se contenter d'une union douanière mais qu'il y ait des politiques communes!

*Il existait déjà la CECA et Euratom (1951 et 1957), mais le Général de Gaulle et le Chancelier Adenauer s'engagent sur la compétence pour les accords commerciaux internationaux, pour que l'Europe parle d'une seule voix face aux Etats-Unis dans les négociations commerciales (le GAT à l'époque, aujourd'hui l'OMC) et pour la construction d'une politique agricole commune.*

*On peut dire que l'automne 1958 est un tournant : Sans l'entente entre les deux dirigeants et le courage du Général De Gaulle, le marché commun n'aurait pas été mis en place au 1er janvier 1959.*

*Cet exposé est un peu long mais est essentiel à la compréhension de la suite, suite à ce qui s'est passé en 1963.*

*1963, cela paraît simple mais c'est tout autre:*

*- D'une part il y a durant ces années 1959-1963 toute une série de négociations qui aboutiront au traité de réconciliation et de coopération franco-allemand le 22 janvier 1963, malgré un certain nombre de résistances tant côté français qu'allemand, résistances liées à la mémoire de l'histoire mais aussi liées à la nature de la CEE et plus précisément aux relations CEE / Etats-Unis. Ces questions sont toujours d'actualité aujourd'hui...*

*Côté allemand la CDU est pour une Europe - puissance et non seulement Europe- zone de libre-échange ; une partie du SPD et la CSU sont plutôt atlantistes.*

*Ainsi quand le traité est présenté au Bundestag pour la ratification, le Bundestag rajoute un préambule qui rappelle que l'engagement atlantique est supérieur à l'engagement européen...*

*Ainsi voit-on que depuis le début du processus d'unification européenne et dans les relations franco-allemandes il y a toujours eu cette ambiguïté fondatrice sur "fait-on une politique commune ?" et "quelle est la relation transatlantique ?".*

*Cette question ne se pose pas seulement en Allemagne : ex. en Italie.*

*On voit que tout n'a pas toujours été aussi simple que l'on pense et on peut constater que ce point de l'histoire est, encore aujourd'hui, complètement d'actualité.*

*Dans la situation présente nous aspirons tous à une revivification de l'amitié franco-allemande d'une part et à une relance de l'Europe qui depuis trop longtemps est au "point mort".*

*Pour ce renouveau plusieurs conditions doivent être réunies:*

1) *La première est franco-française. La France doit se "remuscler" pour ne pas être dans une situation affligeante dans laquelle elle est depuis plus de 10 ans. On avait auparavant une relation équilibrée entre la France et l'Allemagne. Entre Jacques Chirac et Gerhard Schroeder il y avait un partenariat équilibré : après un premier mandat pendant lequel leur relation était mauvaise, pendant le second cela s'est très bien passé: ils ont compris que rien ne pourrait se passer sans l'entente entre les deux grandes nations, et il y avait des entrevues mensuelles à Blaesheim, sur tous les sujets. La coopération fonctionnait parfaitement « au quotidien ». Ce n'est plus le cas aujourd'hui car l'Allemagne est beaucoup plus puissante. On parle beaucoup en France du couple franco-allemand, mais surtout en France. C'est beaucoup moins le cas en Allemagne (« die sogenannte grande nation »)... Il faut que le couple se rééquilibre. C'est un préalable : Il faut que la France ait un calendrier de réformes crédible.*

2) *La deuxième est que la France et l'Allemagne s'entendent sur les axes futurs qu'elles veulent donner à la construction européenne.*

*Le couple franco-allemand agace les autres partenaires européens. Mais ces mêmes partenaires européens reconnaissent que si les Français et les Allemands ne s'entendent pas, rien ne se passe. A ce propos l'année 2017 sera cruciale avec les élections françaises et allemandes, parce que le meilleur comme le pire est possible. Car depuis une dizaine d'année, imperceptiblement, la France et l'Allemagne s'éloignent, par exemple sur des sujets comme la relation avec la Chine. Sur la question de la suite du Brexit, nous n'avons pas forcément les mêmes positions, etc... Il est urgent que l'an prochain, dès que les élections auront eu lieu dans nos deux pays les nouveaux gouvernants se mettent d'arrache-pied au travail pour définir des sujets concrets pour relancer l'Europe:*

- *l'approfondissement politique de la zone Euro sur les questions d'harmonisation fiscale et de coordination des politiques budgétaires. Ces deux derniers points sont urgents.*
- *la question des frontières, de l'harmonisation du droit d'asile et de la question des migrants.*
- *l'Europe de l'énergie, car cette question n'est vue aujourd'hui que sous le prisme du droit de la concurrence et pas sous celui à long terme du mix énergétique européen. On peut regretter que l'Allemagne ait pris des décisions radicales sans concertation avec ses voisins alors que tous les réseaux électriques sont interconnectés pour la plaque ouest-européenne.*
- *l'économie digitale et la question des données. Sans politique européenne, les Etats-Unis continueront de récupérer toutes nos données et toute notre innovation. S'il n'y a pas de véritable politique européenne en la matière, quel avenir pour notre continent alors qu'il a tout pour réussir: une population supérieure, un PIB supérieur ? C'est le siècle qui vient qui se prépare.*

*Si l'Europe ne fait pas ce travail, nos enfants et nos petits-enfants regretteront amèrement l'inconséquence de leurs aînés.*

- *Un dernier chantier qui semble prioritaire: la question de l'Afrique et de l'aide au développement car l'Europe a un rôle extrêmement important à jouer aussi bien avec la politique de voisinage méditerranéenne qu'avec la politique africaine.*

*C'est pourquoi que cette entente franco-allemande est plus que jamais nécessaire. L'Allemagne est au cœur de l'Europe et a le regard, de par son histoire, tourné vers l'est et la France plutôt que vers le sud. C'est la raison pour laquelle ces deux pays sont le moyeu de l'avenir du continent européen. Espérons que nos peuples et leurs dirigeants issus des urnes auront la sagesse de comprendre cela et que l'on retrouve un De Gaulle et un Adenauer qui aient l'intelligence de leurs aînés.*

### **Intervention de Monsieur Alain Réguillon**

*Merci pour ce rappel historique et pour ce plaidoyer pour une Europe assise sur ce socle franco-allemand qui est indispensable. Difficile de compléter après les propos tenus et que je partage totalement.*

*La situation dans laquelle nous sommes actuellement a beaucoup de traits communs avec ce que vous venez d'évoquer dans les premières années du démarrage du traité de Rome et de la mise en place de la CEE.*

*La crise de confiance dans laquelle nous sommes entrés depuis 2007/2008 et qui s'est accentuée à partir de 2010 avec la crise des dettes souveraines. Nous commençons, non pas à en sortir, mais à en prendre pleinement conscience. Nos concitoyens, que ce soit en France, en Allemagne, en Italie ou en Belgique où je me suis rendu récemment, comprennent qu'avec le Brexit il y a une fracture qui s'est produite, mais presque une fracture salutaire. Je pense que finalement Monsieur Cameron, qui pour régler des problèmes internes à son pays, ce qui n'est pas très responsable, a d'une certaine manière rendu service aux Européens:*

*- on se réveille avec la "gueule de bois" mais en même temps on se pose la question sur « si demain il n'y a plus l'Europe, comment on va s'en sortir? »*

*- ce manque d'une dizaine d'années de la France vis à vis de l'Allemagne nous remet dans le même schéma que fin des années 50. Il faut que la France se "remuscle", il faut qu'elle accepte un certain nombre de réformes en profondeur, de réformes structurelles, pour retrouver un poids qui permettra un équilibre avec l'Allemagne.*

*Depuis 10 ans je pense qu'il n'y a pas vraiment de couple franco-allemand. Il n'y a plus ce lien qui existait entre le Général De Gaulle et le Chancelier Adenauer, le Président Giscard d'Estaing et le Chancelier Schmidt, puis entre le Président Mitterrand et le Chancelier Kohl.*

*Depuis nous avons changé de génération et il faut en tenir compte. Lorsque l'on discute avec les jeunes générations et que l'on parle de l'Europe, elles répondent: "l'Europe cela existe, pourquoi voulez-vous qu'on la construise?"*

*J'ai récemment fait passer des concours pour une école de commerce et sur toutes les fiches que je consultais, je voyais l'intérêt de partir à l'étranger. Mais l'étranger c'était l'Australie, les Etats-Unis, le Canada, l'Asie, mais pas les pays d'Europe alors que le commerce se fait à 60% avec l'Union européenne et notre premier client c'est l'Allemagne.*

*Lorsque je leur ai fait cette remarque les étudiants m'ont répondu: "l'Europe ce n'est pas l'étranger!"*

*Je n'avais pas pris conscience de cela et c'est important car il y a un changement dans les mentalités et d'une certaine manière on le trouve aussi au niveau de nos dirigeants. Nous sommes aujourd'hui avec une génération de dirigeants en France, en Allemagne et aussi dans les autres pays européens qui n'ont pas connu la seconde guerre mondiale. Donc la dimension, la relation européenne n'est plus la même. Les réalités de l'histoire rappelées par M. Gaymard sont importantes parce que les bribes d'histoire que les uns et les autres peuvent avoir n'ont souvent pas de liens forts avec la réalité. C'est aussi une des raisons qui font qu'aujourd'hui nous avons une Europe qui fonctionne moins bien parce que nous ne ressentons pas/plus la nécessité de resserrer les liens entre les uns et les autres. Ce qui est plus grave encore, c'est que l'on regarde un peu trop son "nombril" et un peu moins l'horizon : Si on levait la tête et que l'on regardait un peu plus loin, on considérerait l'UE non pas par rapport à son propre pays, mais par rapport au monde. Là on comprendrait la nécessité de réaliser l'UE et de faire en sorte que l'UE soit demain*

*une puissance. Pas une puissance au sens de domination des autres, mais une puissance d'équilibre qui est nécessaire et qui est attendue par les pays, notamment en voie de développement ou par les pays d'Amérique du Sud. En Amérique du Sud, les gens attendent l'Europe! En Afrique on attend l'Europe!*

*Nos autres partenaires européens sont en effet quelquefois agacés de cette relation privilégiée entre la France et l'Allemagne, mais en même temps les parlementaires européens disent tous : "On attend la France, on attend l'Allemagne, et si il y a une initiative franco-allemande on avance, s'il n'y en a pas on stagne ou, pire, on recule". Donc il y a nécessité de retrouver cette force, ce lien privilégié. Ce socle franco-allemand est l'avenir d'une Europe qui ne sera probablement pas celle que nous avons connue jusqu'à présent mais, et c'est là que je reviens sur le Brexit : Face à l'absence d'une réponse française pendant 10 ans, l'Allemagne a essayé de voir ailleurs et notamment du côté des Britanniques. Aujourd'hui les Britanniques ont décidé de nous quitter, c'est leur choix mais cela ne va pas être aussi simple que cela.*

*A ce propos je salue la décision du Président de la commission européenne d'avoir nommé Michel Barnier que vous connaissez bien en Savoie. Les Britanniques n'ont pas vu d'un très bon œil cette nomination car Michel Barnier est l'homme de l'Union Bancaire. Il va conduire les négociations du Brexit, cela va prendre deux ans pratiquement pour conclure la sortie de Grande-Bretagne de l'UE. Du coup l'Allemagne se retrouve aujourd'hui un peu isolée et c'est là où il ne faut pas "rater le coche" et qu'il faut renouer cette relation franco-allemande. On ne sait pas qui seront les prochains dirigeants de nos deux pays mais il est indispensable que ce soient des femmes et des hommes qui soient en capacité de retrouver cette relation privilégiée et ensemble de faire des propositions qui permettent à l'Europe de se reconstruire et de repartir sur de meilleures bases.*

*Voilà ce que je voulais dire en complément aux propos de M. Gaymard. Nous allons maintenant répondre à un certain nombre de questions.*

#### **Echange avec l'assistance:**

Question de M. Jacques Blaes, vice-président de la FFAFA Pour l'Europe, président d'AFAPÉ Auvergne-Rhône-Alpes :

« Pensez-vous qu'une des pistes serait de poursuivre la construction européenne dans un cercle plus restreint? Nous avons commencé à 6. Est-ce que ce chiffre serait celui d'une poursuite sur des bases mieux partagées avec un consensus plus facile à obtenir? »

Réponse de M. Réguillon:

*Je reste persuadé que l'on ne peut pas continuer à 27 ou à 28. Il faut effectivement, sur un cercle plus restreint qui n'est pas forcément celui des 6 pays fondateurs car certains pays sont aujourd'hui en capacité d'être dans un cercle restreint. Il y a un cercle auquel M. Gaymard a fait allusion tout à l'heure, c'est la zone Euro.*

*Il faut muscler cette zone en la dotant d'une gouvernance politique réelle, avec des transferts de compétence et de pouvoirs y compris dans des domaines régaliens et trouver un système avec le marché unique élargi aux pays qui font aujourd'hui partie de l'Europe, voire à d'autres pays demain.*

*Si on veut aller vers un approfondissement sérieux de l'Europe il faut aller sur une zone plus restreinte.*

Réponse de M. Gaymard:

*Je partage cette analyse. Je souhaite faire deux remarques*

*- Il ne faut pas s'embarquer dans une révision des traités. Certes ils ne sont pas parfaits, mais c'est une formidable boîte à outils dans laquelle il y a tous les instruments pour faire ce que l'on souhaite. La révision des traités serait inutile, aléatoire et dangereuse.*

*- J'ai un regret, en espérant que ce regret s'éteigne dans les années futures, c'est l'évolution de la Pologne. Dans cette nouvelle Europe élargie, le tripode France-Allemagne Pologne était très important, comme une épine dorsale de l'Europe et l'évolution anti-européenne de la Pologne actuellement m'attriste profondément. J'espère que ce n'est qu'un épisode qui sera un mauvais souvenir.*

Question de Madame Annick Libéral, présidente de la FAFA pour l'Europe :

« Le scepticisme sur l'Europe est réel et largement antérieur au Brexit. Ce nous constatons, nous simples citoyens, c'est que l'on ne sait pas communiquer de façon positive sur l'Europe. Aussi lorsqu'il y a un dysfonctionnement on entend le plus souvent que c'est à cause de l'Europe.

On ne parle pas également des lois européennes positives qui sont nombreuses et qui nous font avancer. Je souhaiterais vous entendre à ce propos.

Deuxième chose: A propos du Brexit. Les Britanniques ont-ils été toujours européens? Force est de constater qu'il a toujours fallu faire des exceptions pour la Grande-Bretagne dès lors qu'il y a eu des négociations. On parle d'ébranlement de l'Europe mais est-ce vraiment un ébranlement? J'ai entendu les Britanniques dire : « on est sortis de la commission européenne mais pas de l'Europe! »

Réponse de M. Gaymard:

*Sur la première question, je suis totalement d'accord avec vous. Nous avons une grande responsabilité que ce soit en France ou dans les autres pays de l'UE. Les hommes politiques ont une forte propension à charger l'Europe de tous les péchés capitaux. Quand quelque chose ne va pas, on incrimine Bruxelles alors que les décisions prises par Bruxelles sont validées par un homme politique en Conseil des Ministres européen, et que d'autre part dans l'application des règles ou des normes il y a une dimension nationale qui aggrave les choses. Par exemple: pour qu'une unité de méthanisation se crée, il faut 6 mois en Allemagne pour qu'elle voie son autorisation accordée, il faut entre 3 et 5 ans en France...*

*Le retard bureaucratique n'incombe pas à l'Europe mais bien à l'administration nationale.*

*L'Europe au sens des institutions et de la commission n'est pas non plus innocente. Par exemple en termes de politique de la concurrence: En matière industrielle, en raccourci, on peut dire que le démantèlement de Péchiney qui a été d'abord racheté par Alcan puis par Rio Tinto est lié à une décision du commissaire européen à la concurrence qui a refusé le rapprochement entre Péchiney et Alusuisse au motif que cela ferait une entreprise trop importante. On vit dans un monde mondialisé et le critère pertinent pour apprécier les seuils de concentration ne doit plus être la seule Europe mais le monde. Ainsi vous avez une rancœur de beaucoup de cadres supérieurs d'ex-Péchiney, qui étaient des européens convaincus mais qui sont devenus eurosceptiques, voire europhobes.*

*C'est pour cela que je suis très européen, mais pas béat devant la commission. Ainsi quand j'étais ministre de l'agriculture et que je discutais parfois de façon rugueuse avec le commissaire européen en charge, je ne tenais pas compte de la lettre de rappel à l'ordre que je recevais de Bruxelles qui me disait que l'on n'avait pas le droit de critiquer un commissaire.*

*En conclusion, les torts sont partagés et pour la suite il faut que l'on ait une plus forte cohésion européenne de ce point de vue.*

*Sur le Brexit, c'est comme cela, ils l'ont décidé. Puisqu'ils l'ont décidé il faut le faire. Il ne faut pas être ni dans Brexit « mou » ni dans un Brexit "hard" mais dans un Brexit clair.*

*Cela n'empêchera pas d'ailleurs notre poursuite de la coopération en matière de défense. Mais c'est fait et on ne revient pas dessus. J'espère que nos négociateurs seront intransigeants sur la question du passeport européen pour la City. Il est hors de question que, l'Angleterre n'étant plus*

*en Europe, il y ait des transactions en Euros qui puissent continuer à se faire à Londres. Il faut que cela se fasse à Francfort et à Paris.*

*Ce qui est quand même paradoxal, et que je n'ai jamais compris, c'est pourquoi l'Europe était vouée aux gémonies en Grande-Bretagne, notamment par une presse tabloïd depuis un demi-siècle, alors qu'ils avaient obtenu chaque fois des aménagements sur tous les sujets et en plus que leur idéologie "libre-échangiste" avait été complètement "endogénéisée" par la commission : Dans certaines de ses directions, celle-ci était beaucoup plus influencée par une vision anglo-saxonne du monde que par une vision européenne.*

*J'ai fait un rapport sur le livre et le droit d'auteur : Madame Kroes, commissaire européenne, défendait les intérêts d'Amazon et de Google contre les intérêts des données européennes qu'il fallait garder chez nous! C'est cela qui est paradoxal, car ils avaient presque gagné le combat idéologique.*

*Peut-être que le départ des Britanniques est finalement une bonne nouvelle pour l'Europe...*

Intervention de M. Henri-Georges Brun, président de la Maison de l'Europe d'Albertville et de la Savoie:

« Jean Claude Juncker a dit par 3 fois dans son discours sur l'état de l'Union Européenne en septembre qu'il fallait expliquer l'UE, mieux l'expliquer, entrer en contact, en parler aux citoyens. Il a même évoqué la création d'une commission politique qui serait à l'écoute des citoyens, des états membres, des parlements. Ce serait formidable à condition que ce soit mis en pratique, puisque nous, Maisons de l'Europe, sommes au contact direct de la citoyenneté européenne, nous sommes les voltigeurs de "l'armée européenne" si nous pouvons dire. Nous sommes au contact direct avec les citoyens qui n'ont aucune conscience de la citoyenneté européenne, en grande partie et au départ parce que, ce que vous dites « là- haut » ils ne le comprennent pas, mais ce que nous pouvons dire « en bas » ils ne le comprennent pas non plus !

Quand on essaie d'expliquer comment fonctionne l'UE, ce n'est su de personne!

Dans l'atelier d'hier, un test a été fait: Qui est capable de faire la différence entre le Conseil de l'Europe, le Conseil Européen et le Conseil de l'UE? Sur 40 personnes, 2 seulement étaient sûres de le savoir. Nous rencontrons cela à chaque fois.

Ce ne serait pas important s'il n'y avait pas le vote. Nous sommes dans une démocratie et nous votons. Or les gens votent sans savoir, ils croient savoir. Il y a une confusion énorme qu'il faut absolument arriver à démêler. Je reste persuadé que les gens qui ont voté le Brexit l'ont fait sur des mensonges et cela a été reconnu par la suite. Les gens ne sont pas réellement informés de ce qu'est la réalité, sauf les jeunes, mais ceux-ci ne sont pas allés voter.

Je pense qu'il faut absolument insister sur la pédagogie européenne et elle manque! »

Réponse de M. Réguillon:

*Je crois que l'information existe. Le problème c'est qu'il y a une certaine fainéantise intellectuelle de la part de tous nos concitoyens à aller chercher cette information. Tous les mois je fais une lettre d'actualité européenne que je diffuse très largement: On a la matière.*

*Le problème en France c'est que l'on attend un peu trop que tout vienne de la télévision et notamment des grandes chaînes, alors que lorsque l'on regarde l'actualité sur ces chaînes la part des informations européennes est réduite à la portion congrue. De plus quand les questions européennes sont abordées c'est pour en souligner les travers et jamais les réussites!*

*Il y a cependant des choses qui évoluent: j'ai été contacté le mois passé par le groupe "le Progrès", groupe de presse quotidienne important. Ce groupe a décidé, justement, de par le fait de cette crise de confiance des Européens, d'organiser à Lyon à l'automne 2017 une grande manifestation citoyenne, en mêlant des entreprises, des associations et des établissements scolaires. Nous avons établi un partenariat Maison de l'Europe de Lyon et le groupe "le Progrès" pour réaliser cette grande manifestation. L'idée c'est de toucher 3000 personnes durant une*

*journée complète en associant des aspect économiques, culturels, financiers et associatifs, bref d'essayer de montrer la diversité des réalités de l'UE sur le terrain à travers ce que font les entreprises, les chambres consulaires, les consulats, les associations et tous ces échanges tels Erasmus qui s'est aujourd'hui diversifié et qui n'est plus réservé aux universités. Tout ce travail de communication, c'est aussi à nous de le faire, dans nos associations, et particulièrement dans les comités de jumelages. Les comités de jumelages et particulièrement les comités de jumelages franco-allemands, ce sont ceux qui fonctionnent le mieux. C'est vraiment le socle aussi. Sur Vienne, nous avons 7 jumelages, mais tout partait de la relation entre Vienne et Esslingen! Les autres suivaient... c'est une réalité.*

*En conclusion de ce travail d'information européenne, c'est aussi aux jumelages de le prendre en charge.*

*En 2019 nous aurons des élections européennes, on ne peut pas rester sur 45% de votants: Il faut passer la barre des 50 %. N'attendons pas des médias nationaux que ce travail de sensibilisation aux questions européennes soit fait, c'est à nous de le prendre en charge, avec des moyens qui ne sont pas considérables et je demande toujours à ce qu'il y ait davantage de moyens pour faciliter les échanges entre les gens et notamment faire vivre les jumelages qui sont trop à la charge des communes. Celles-ci ont elles-mêmes des budgets restreints et elles sont obligées de faire des choix. On peut trouver des moyens, notamment à travers l'OFAJ, mais elle aussi n'est plus dotée aussi largement qu'auparavant. Il faut renforcer les moyens financiers de la ligne budgétaire sur le rôle du citoyen au niveau de l'UE. C'est dans le mouvement de l'ensemble de nos concitoyens, pas seulement les jeunes, de tous nos concitoyens, que l'on fera changer les choses.*

*Hier vous avez évoqué Pierre Martin. Moi je me souviens: Pierre Martin organisait des stages franco-allemands où il parlait toujours de l'Europe et cela, c'était essentiel !*

**Réponse de M. Gaymard:**

*Je partage ce qui vient d'être dit. Je voudrais ajouter deux remarques.*

*- La première ne concerne pas que l'Europe: Sur les sujets complexes on ne pourra jamais éviter que les démagogues l'emportent sur les réalistes. A l'attaque par un bon mot, un mensonge, il est impossible de répondre avec la même efficacité. Je prends un exemple: lors d'une réunion sur le référendum de 2005 j'anime une réunion pour le oui à St Pierre d'Albigny. Un médecin qui arrive, très connu dans la commune, affirme: « Voter oui au référendum européen c'est détruire la sécurité sociale française. » Et ça marche!*

*J'ai eu beau "ramer" ensuite, en plus en tant qu'ancien ministre de la santé, clamer que c'était une ineptie, il n'empêche que je suis persuadé que ce soir-là il y a des personnes qui ont changé d'opinion parce que ce toubib a dit que voter oui c'était détruire la sécurité sociale !*

*On peut multiplier les exemples de ce type. Il est extrêmement difficile de résister à la démagogie avec des arguments rationnels. J'assiste à la montée de cette démagogie sur tous les sujets, et pas seulement sur l'Europe : On tient bon, on riposte et on répète inlassablement, mais c'est extrêmement difficile de lutter.*

*- Deuxième remarque, et tout le monde ne partagera pas, je l'imagine, ma position:*

*Sur la question du parlement européen, je pense qu'un des moyens pour augmenter la participation c'est de changer le mode de scrutin. Je pense qu'il faut que l'on ait des circonscriptions européennes, que l'on puisse clairement identifier son (ou sa) député(e).*

*Le découpage national n'avait pas de sens, le découpage pluri-régional n'en a pas plus aujourd'hui, surtout depuis que les nouvelles régions françaises ont été redécoupées, sans cohérence avec le découpage européen. Nous devrions faire ce qu'ont fait les Britanniques depuis un moment: faire des circonscriptions européennes avec un député pour environ 1 à 1,5 million d'habitants, soit un ou plusieurs départements selon leur taille. Ce serait une mesure de rapprochement de l'élu européen du peuple.*

**Intervention de M. Molsberger, ancien président de la VDFG:**



« Une petite remarque: Je vous remercie beaucoup d'avoir évoqué la mémoire de Jacques Rueff, grand économiste français, presque oublié tant en France qu'en Allemagne. Vous avez caractérisé à juste titre cet économiste d'ordolibéral, c'est à dire un libéral partisan de marché libre mais guidé par une politique efficace de la concurrence. En France on l'a décrié comme ultra-libéral et l'on a dit : « Rueff, avec les idées qu'il a, on ne peut que l'envoyer à l'étranger » et on l'a fait juge à la Cour de Justice Européenne en 1959 à Luxembourg.

J'ai écouté votre intervention avec émotion car en 1959, jeune économiste que j'étais alors, j'ai traduit en allemand le rapport de la commission Rueff, rapport sur la situation financière qui a décrit les réformes à proposer au Général De Gaulle. Je reste fier d'avoir pu informer, à mon niveau, le public allemand sur ces réformes. »

Intervention de Gereon Fritz, ancien président de la VDFG:

« Je voudrais d'abord ajouter à ce que vient de dire Josef un grand bravo pour vous M. Gaymard. Cela nous a tous beaucoup touchés.

Vous, M. Réguillon, je vous remercie beaucoup pour ce que vous avez dit à la fin. C'est la vie associative qui est la base de l'Europe et nous l'oublions malheureusement souvent dans la politique. Les beaux discours du dimanche sont faits depuis des années mais rien ne bouge finalement dans ce que nous désirons depuis très longtemps. Je rappelle simplement 2013 où les deux parlements ont encore une fois juré et fait appel à Dieu pour qu'il les aide à faire avancer nos relations franco-allemandes et spécialement l'apprentissage des langues partenaires. Ce n'est malheureusement pas le cas, bien au contraire.

Ce dont nous avons besoin, nous associations franco-allemandes, comités de jumelage, c'est aussi un appui financier qui manque comme l'a évoqué M. Brun.

Ce que je voudrais souligner, ce sont les deux devoirs à faire: Nous devons parler positivement de l'Europe, nous devons expliquer. A qui ce devoir reviendrait-il mieux qu'à nos associations, puisque lorsque l'on parle d' « en haut » ce n'est pas cru ?

Je regrette comme vous que les populistes semblent prendre un dessus malheureux.

Enfin je veux dire que je condamne les référendums, car nous avons une démocratie parlementaire, où tous les 4 ou 5 ans des changements sont possibles si les électeurs le souhaitent. Les référendums sont populistes, c'est destructeur d'une vraie démocratie. »

Intervention de Mme Bourdenet, Présidente de l'AFA d'Avignon:

« M. Gaymard, en 50 ans de vie associative, c'est la première fois que j'entends vraiment dire de façon simple les raisons pour lesquelles nous existons tous, nous les présidents d'associations de la société civile.

En Allemagne en 1958, il y avait une dame qui s'appelait Mme Elsie Kühn-Leitz, propriétaire des usines Leica, amie du Général De Gaulle et du Chancelier Adenauer. Elle a commencé ses écrits en disant: "Il faut rassembler la population et non pas seulement les politiques pour que nous soyons tous unis pour aller vers l'Europe de l'avenir".

C'est elle qui a créé la fédération des associations franco-allemandes qui a maintenant plus de 60 ans. C'est la raison pour laquelle nous sommes tous là et on a introduit le mot de jumelage dans les statuts il y a moins de 10 ans. Je voulais juste au nom de tous vous dire mille fois merci d'avoir évoqué le traité de Rome qui a donné naissance à toutes nos interrogations et notre travail pour la société civile actuelle. »

Intervention de M. Lim du CFAJ/DFJA

« Quand vous évoquez qu'il y aura toujours des démagogues, pourquoi ne pourrions-nous pas utiliser la démagogie à notre tour ? Par exemple: Votez oui, en votant vous sauvez vos emplois, l'Europe. Ainsi ce serait à eux d'expliquer !

On entend toujours les mêmes discours, donc changeons de méthode ! »

Réponse de M. Réguillon:

*C'est important, il faut être offensif. Il faut changer, ne pas se cacher. C'est comme cela que l'on avancera...*

Intervention de Mme Castle anglaise d'origine allemande, ayant habité longuement en France et ayant été vice-présidente du jumelage St Pierre d'Albigny / Stetten im Remstall (Kernen)

J'ai été pendant 18 ans membre du comité de jumelage de St Pierre d'Albigny. Aujourd'hui je vis en Angleterre et j'ai suivi de près la discussion sur le Brexit que j'ai vécu.

Je dois naturellement dire que le populisme a fait beaucoup de dégâts : C'est clair, des mensonges ont été proférés, en faisant miroiter des milliards à récupérer...

Nous vivons maintenant, dans l'après Brexit, une période floue, une grande incertitude dont les jeunes sont naturellement les victimes. Nombreux sont ceux qui souhaitent partir en Allemagne : l'ambassade d'Allemagne est submergée !

Les populations ne savent pas ce qui va se passer. Et cette incertitude touche aussi l'industrie.

Conclusion de M. Réguillon:

*Merci M. Gaymard de vos propos qui font l'unanimité et que je partage tout à fait. Je pense que dans votre résolution, Mesdames et Messieurs, il faut que vous insistiez sur ce devoir de mémoire, mais aussi sur la possibilité de se projeter dans l'avenir.*

*Il faut rester confiant dans la construction de l'Europe, et vraiment insister sur la nécessité de ce socle franco-allemand, sur le rétablissement de cet équilibre entre la France et l'Allemagne : Il est indispensable si l'on veut que demain on ait une Europe qui fonctionne et qui soit une puissance d'équilibre dans le monde, non pas pour dominer les autres mais pour partager avec eux un monde meilleur que celui que nous connaissons aujourd'hui.*

Conclusion de M. Gaymard:

*Merci beaucoup, je partage complètement ce qui vient d'être dit et je voudrais préciser que « Meine erste Erklärung als junger Abgeordnete in 1993 war in St Pierre d'Albigny mit Stetten » (ma première intervention comme jeune député en 1993 était à St Pierre d'Albigny avec Stetten) » pour le 20<sup>ème</sup> anniversaire du jumelage).*

Intervention de Mme Gödde-Baumanns, ancienne présidente de la VDFG :

« Je souhaite que l'on parle de l'Union européenne en la nommant expressément, et non pas en employant des sigles comme UE ou EU. Pour faire naître un vrai sentiment européen, il faut commencer par employer le vrai nom ! »

Réponse de M. Réguillon :

*Vous avez complètement raison. En France, la compréhension de la nécessité de l'Europe se heurte à la crainte de voir se reproduire en Europe ce qui existe en France : un pouvoir très centralisé. En Allemagne, c'est différent, du fait d'une décentralisation bien plus importante.*

*Il faut faire comprendre à travers la devise « Unis dans la diversité » ce qu'est l'Union Européenne.*